

Economie socialiste ou économie mobilisée? Le rôle de l'économie de guerre dans la génèse et l'interprétation de l'économie soviétique

Jacques SAPIR*

*Un savant s'écria: «Venez tous, j'ai trouvé la réponse». Un autre lui répondit: «Très bien, mais quelle était la question?»
Histoire juive d'Europe centrale*

LE SOCIALISME INTROUVABLE

La question de la «nature» de l'URSS a fait couler l'encre par flots; aujourd'hui, ce débat appartient pour une large part à l'histoire, de celle des idées politiques et économiques à celle de la pensée socialiste du XXème siècle. Pour moins virulente que soit désormais la discussion, les interrogations de fonds restent cependant présentes. On peut l'illustrer par deux anecdotes, vécues à quelques semaines d'intervalle l'une de l'autre.

L'audience accordée par un célèbre professeur soviétique à une petite délégation de chercheurs occidentaux fut le cadre de la première. A l'interrogation classique (l'URSS souffre d'un excès de centralisation, n'est-ce pas?...), l'hôte répond par un discours véhément. Fallait-il bien être étranger, coupé des réalités soviétiques, pour ne pas voir à quel point le pays souffrait de l'absence d'une

* Jacques SAPIR es profesor de Ciencias Económicas en París X- Nanterre y en la École des Hautes Études en Sciences Sociales.

réelle centralisation. En lieu et place, on ne trouverait qu'un contrôle tâillon conjugué avec une autonomie quasi totale, le chaos tempéré par la contrainte. En tous les cas, le marché, dans le pays occidentaux, représente un principe de centralisation autrement plus efficace.

Rien de très surprenant, certes, pour qui sait lire la presse soviétique. Mais voilà qui n'en mettait pas moins en lumière deux questions singulièrement dérangeantes. La première, théorique, est de savoir pourquoi et comment un fonctionnement où l'autonomie des agents locaux est une solide réalité, produit l'apparence de son contraire. La seconde vise plus directement l'observateur occidental. Pourquoi de si nombreux collègues persistent-ils à prendre les manuels soviétiques pour l'image de la réalité, ce qu'ils ne feraient jamais pour tout autre pays. Est-ce la représentation mythifiée qu'ils ont des économies occidentales, ou serait-ce le poids émotionnel des «dix jours qui ébranlèrent le monde» qui leur fait perdre souvent leur sens critique?

Ici surgit le souvenir de la seconde anecdote. A un colloque récent, l'un des principaux idéologues de la Perestrojka et de la Glasnost, s'était écrié que le système soviétique n'était peut-être pas capitaliste, mais qu'il n'était certainement pas socialiste. De la salle, quelqu'un cria. «Eh, tu es donc devenu trotskyste?»

Nullement démonté l'orateur répondit que si la lutte de Trotsky contre Staline était honorable, Trotsky lui-même n'avait rien compris à la question, avait voulu militariser les ouvriers et portait le poids de la répression de Kronchtadt. Qu'en un mot, si quelqu'un avait vu juste en l'occasion, c'était Rosa Luxemburg.

Plus de vingt années après mai 1968, de telles paroles sonnent étrangement, surtout quand elles sont prononcées par qui n'est ni un dissident, ni un orateur isolé, mais un élément représentatif de l'aile marchande du Gorbatchévisme.

Si le système soviétique n'est pas socialiste, alors qu'est-il donc? Où est donc le socialisme dans la Révolution d'Octobre? Dans les aspirations, d'une poignée de femmes et d'hommes? Et que valent ces aspirations, et la perception de leur propre rôle par les acteurs eux-mêmes, au regard de la réalité de leurs actes.

Aujourd'hui, on peut lire dans la presse soviétique des articles insistant sur le bilan que tirait Lénine à la veille de sa mort, et ils convergent vers cette phrase: «Oui, bien sûr, nous avons échoué». Qu'elle soit de Lénine directement ou qu'elle traduise la conclusion que B. Bajanov tirait de ses discussions avec les deux secrétaires particuliers de Lénine importe peu. La tentative pour transformer la Russie en «autre chose» est maintenant jugée par des Soviétiques comme un échec.

Le débat sur la nature de l'URSS postulait un changement radical en Octobre 1917. A partir de là, pour les uns on marchait vers le socialisme, pour d'autres, on retournait vers le capitalisme; enfin, certains pensaient que l'on était simplement «ailleurs».

Aucune de ces interprétations n'était cependant en mesure d'étayer son postulat initial, c'est-à-dire de prouver que la Révolution d'Octobre avait bien aboli le capitalisme, autrement que par des affirmations idéologiques. Ce faisant, elles se condamnaient à ne pouvoir fournir aucune réponse à la question cruciale que pose la persistance en URSS de la marchandise et du salariat.

1. Persistance de la marchandise et du salariat

Dans la polémique sur la nature de l'URSS, cette persistance est au coeur du problème.² On peut la considérer dans une approche phénoménale. Que signifie la présence de ces deux formes dans une économie réputée non capitaliste? Après tout salariat et marchandise ne sont-ils pas la caractéristique du capitalisme?

Pour importante que soit la question, elle pouvait conduire à une impasse; ce n'est pas parce que l'on retrouve des formes semblables dans deux systèmes qu'ils sont nécessairement identiques. L'important est de comprendre pourquoi elles sont présentes et quel est donc leur rôle dans l'économie soviétique.

Tout d'abord, c'est la nature des conditions d'emploi qu'il faut observer. On peut lire fréquemment qu'avec un employeur unique (l'Etat) et une allocation administrative de la force de travail, il n'y a pas de marché du travail en URSS. Les faits ne concordent pas, cependant, avec ces idées reçues. Il est facile de montrer que, même aux pires moments de la dictature de Staline, l'embauche se fit majoritairement à la porte des usines. Les organismes officiels de placement ne contrôlant qu'une fraction marginale de la main d'oeuvre.³ Quant aux conditions d'emploi, de rémunérations, elles varient d'usine à usine, de chantiers à chantiers.⁴ L'existence d'une concurrence entre les directeurs pour attirer la main d'oeuvre est l'une des raisons principales des mouvements des rémunérations, et cela, depuis le début des années trente.⁵

Concrètement, l'idée de l'employeur unique n'est donc pas vérifiée. Il s'en déduit que si la main d'oeuvre est ainsi gérée localement, il ne peut y avoir de système administratif de répartition. Les sources soviétiques regorgent d'ailleurs d'exemples où l'on voit les directeurs s'entendre avec les ouvriers pour contourner lois et règlements officiels. Ce n'est pas par manque d'expérience que le système de contrôle sur la main d'oeuvre mis en place du temps de Staline, l'ORGNABOR, fut aussi peu efficace. Non seulement se heurtait-il aux intérêts des individus, mais il aurait compromis les conditions de gestion micro-économique de l'entreprise.

D'autres idées reçues circulent encore en ce domaine. Ainsi, l'impossibilité, ou du moins la difficulté à licencier, serait la donnée majeure expliquant les mécanismes économiques en URSS.⁶ Incontestablement, la législation à cet égard est restrictive; mettre à pieds un ouvrier n'est guère facile. Mais, pour que l'argument ait une pertinence générale, encore faudrait-il que les entreprises aient trop d'employés. Or, la réalité est qu'elles manquent de main-d'oeuvre. Si, comme les discussions que l'on peut avoir avec des économistes soviétiques le confirment, le

2. Voir ainsi ces dernières années W. ANDREFF, «Marxisme en crise cherche sociétés socialistes: à propos des thèses de P.M. Sweezy et B. Chavance» in *Babylone*, N° 2/3, 1984, p. 100. B. CHAVANCE, «Pourquoi le capitalisme étatique? Réponse à Marxisme en crise cherche sociétés socialistes» in *Babylone*, N° 2/3, 1984, p. 126. C. BETTELHEIM, «La pertinence des concepts marxistes de classe et de lutte des classes pour analyser la société soviétique» in B. Chavance (ed.) *Marx en perspective*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1984. *Ibid.*, *Calcul économique et formes de propriété*, Maspero, Paris, 1970. J.L. DALLEMAGNE, *Construction du socialisme et révolution*, Maspero, Paris, 1975.

3. J. SONIN, *Vosprotzvodstvo rabocej sily u SSSR i balans truda*. Gosplanizdat, Moscou, 1959.

4. J.L. KIRSCH, *Soviet Wages: Changes in Structure and Administration*. Cambridge (Mass), MIT-Press, 1972.

5. S. SCHWARZ, G. BIENSTOCK et A. YUGOW, *Management in Russian Industry and Agriculture*. Ithaca (N.Y.), Cornell U.P., 1948.

6. D. GRANICK, *Job Rights in the Soviet Union: Their Consequences*. Cambridge, Cambridge U.P., 1987.

marché est caractérisé par un excès de Demande sur l'Offre, les réglementations restreignant les licenciements ne peuvent être un argument valable. Il est significatif que l'étude des variations du salaire et de l'emploi montre l'existence d'une nette relation.⁷ Aux hausses de salaires correspondent, après un léger décalage, des hausses d'emploi. Encore plus intéressant, l'écart entre les taux de salaires semble, tant dans les chiffres qu'au vu des témoignages qu'il est possible de recueillir, un facteur important dans la répartition de l'emploi entre secteurs et branches.

L'existence de relations marchandes est souvent mise en cause au nom de la pratique, bien réelle en Union soviétique, d'utiliser des indices en quantités physiques pour la planification. Pourtant l'existence d'une très forte demande de monnaie de la part des entreprises, demande qu'excède largement les besoins des dépassements des fonds de salaires, pose problème. Si la répartition des marchandises au sein de l'économie d'Etat se faisait uniquement par le biais d'indicateurs physiques, pourquoi cette demande constante de crédit à court terme, voire le crédit illégal inter-entreprises?⁸ Au plus haut niveau, si la planification reposait réellement sur les balances matières, pour quelle raison l'Etat pratiquerait-il une politique de déficit budgétaire financée par la création monétaire, comme le montre I. Birman?⁹

Il y a incompatibilité entre l'idée d'une planification sur la base d'indices techniques et de quantités physiques, et les pratiques monétaires que l'on vient d'évoquer; par ailleurs, on sait bien que de très nombreux indicateurs de la planification sont en réalité basés sur les chiffres d'affaires.

L'économie soviétique est donc loin de fonctionner comme une entreprise géante, les traces des relations marchandes dans l'économie d'Etat se retrouvent à chaque pas. Bien sûr ces relations ne sont pas commerciales, car acheteurs et vendeurs ne sont pas en relation; des organismes d'Etat (le GOSSNAB en particulier) assurent le contact, étant l'unique acheteur et le seul vendeur.

La mise en évidence empirique des formes marchandise et salariat pose alors le problème de la signification de leur présence et des modes particuliers de leurs manifestations

Une première évidence s'impose: la présence de ces formes témoigne de l'échec des tentations de leur suppression ou de leur dépassement. A deux reprises, lors du Communisme de Guerre, puis au début des années trente, les responsables soviétiques ont eu l'illusion de pouvoir abolir la monnaie. A chaque fois, cela conduisit à une situation dramatique. De manière caractéristique, N. Voznesensky, que l'on doit à bon droit considérer comme l'un des responsables de la survie du système soviétique lors de l'épreuve de la guerre de 1941 à 1945¹⁰ modifia son attitude sur la question des relations monétaires, à la suite du second

7. J. SAPIR, *Rythmes d'accumulation et modes de régulation de l'économie soviétique*, Thèse pour le Doctorat d'Etat en Sciences Economiques, Paris X-Nanterre, 1986, 3 vol., vol. 2, chap. 19, pp. 1013 à 1030. *Ibid.*, *Fluctuations et cycles économiques en URSS - 1937-1987*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1989.

8. Sur ce point, en URSS: Z.V. ATLAS, *Denesnoe obrascenie i kredit SSSR*, Moscou, Gosfinizdat, 1953, pp. 285-286, et A. KARANTSEV, *Voprosy Effektivnosti vzajmnyh rassotov*, Moscou, Gosfinizdat, 1955, pp. 15-16. En Pologne, T.M. PODOLSKY, *The role of Bank Credit in Financing State Enterprises in a Socialist Economy*, Birmingham, Université de Birmingham, PhD, minéo 1970. Sur les mouvements financiers récents en URSS, J. SAPIR, *Rythmes d'accumulation...*, *op. cit.*, vol. 2, pp. 838 à 843 et 1032 à 1038.

9. I. BIRMAN, *Secret Incomes of Soviet State Budget*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1982.

10. M. HARRISON, *Soviet Planning in Peace and War: 1938-1945*, Londres, Cambridge U.P., 1985.

échec. Après avoir publié dans la revue théorique du Parti, le *Bol'sevik*, des textes au volontarisme outrancier au début des années trente, il devait par la suite reconnaître le rôle irremplaçable de la monnaie.¹¹

L'incapacité du pouvoir soviétique à imposer une gestion directe des flux de biens et d'hommes à travers des indices quantitatifs conduit à une seconde évidence. Si il n'en fut pas capable, malgré la coercition la plus extrême, les purges et les camps de concentration, c'est que la tâche était impossible. En effet, la gestion quantitative directe suppose la possibilité d'édicter des normes applicables partout. Or, même dans un pays faiblement industrialisé comme l'était la Russie soviétique en 1918 ou en 1932, les capitaux des diverses unités de production, physiquement séparés, étaient aussi triplement hétérogènes. Ils l'étaient par des implantations géographiques différentes, l'appartenance à des filières productives différentes, l'incorporation en proportions différentes de niveaux technologiques différents. On voit bien où pèche la métaphore de la firme géante. Assurément existent de grandes sociétés dont les relations entre les divers établissements sont réglées sur une base technique et non monétaire. Mais, d'une part l'hétérogénéité des capitaux n'y existe que de manière bien plus faible qu'à l'échelle d'une économie tout entière, et qui plus est celle d'un pays géant (bien sûr, si les Bolcheviques avaient pris le pouvoir au Lichtenstein...). D'autre part, ces dites entreprises géantes, depuis plusieurs années, introduisent des relations marchandes en leur sein, via la pratique des Centres Autonomes de Profit.

Sans même s'arrêter sur les conséquences politiques qu'auraient le cas échéant un tel mode de gestion, il faut reconnaître qu'il apparaît simplement impossible. Ce n'est pas un hasard si, dans les années soixante, certains planificateurs soviétiques ont été tentés par le fantasme du Grand Ordinateur Central, le CAGU.

Cette seconde évidence conduit alors à une troisième. Si les capitaux physiquement séparés ne peuvent être gérés que localement, alors la force de travail doit aussi être gérée localement. C'est bien parce que l'Union soviétique ne saurait être gérée comme une entreprise unique, *URSS-Société Anonyme*, qu'existe un marché du travail. Mais, si les biens et la force de travail doivent pouvoir être achetés localement, il faut donc qu'ils puissent être vendus et qu'il y ait une monnaie. Cela implique que les individus soient libres, de fait au moins, de leurs mouvements. On comprend immédiatement pourquoi toutes les lois, tous les décrets visant à fixer les individus ont été si rapidement et si facilement tournés. Cela nécessite aussi quelque chose qui soit un instrument de compte, un intermédiaire des échanges, et une réserve de valeur, c'est-à-dire une monnaie. Bien sûr, on pourrait imaginer le troc. Mais la complexité d'une économie moderne, l'existence de processus obéissant à des temporalités différentes, ne cadre guère avec la rigidité qu'introduit l'échange bien contre bien. La conséquence de tout cela est qu'une telle économie ne peut pas fonctionner entièrement sur la base d'un rationnement par les quantités. L'existence de segments rationnés par les prix, et de sphères de petite production marchande, apparaît alors non comme les restes d'un ancien système révolu, et appelé à disparaître progressivement, mais comme des nécessités fonctionnelles pour la survie du système tout entier.

11. Les textes volontaristes les plus importants de N.A. VOZNESENSKY sont «Hozras seti planirovanie na sovremennom etape», in *Bol'sevik*, N° 9, 1931, et «K voprosu ob ekonomike socializma», in *Bol'sevik*, N° 23-24, 1931, et N° 1-2, 1932. La rectification apparaîtra dans «O sovetskyh den'gah», in *Bol'sevik*, N° 2, 1935.

2. Le capitalisme introuvable?

Revenons maintenant sur la signification de la présence des formes marchandise et salariat. Elle est essentielle, car elle est le seul moyen d'aboutir à une définition du capitalisme qui soit analytiquement opératoire. Non que l'on ne puisse en imaginer d'autres. Il serait parfaitement concevable de partir des apparences du fonctionnement de certaines économies réputées capitalistes pour le faire. Des critères comme la nature de la propriété ou celle des formes d'ajustement, l'existence du chômage ou d'un marché des titres, sont tout à fait admissibles. Mais, avec une telle définition, on verrait le nombre des économies capitalistes se réduire comme peau de chagrin. Pourquoi pas après tout? Le problème, c'est qu'il faut alors inventer de nouveaux systèmes, avec leurs lois, pour rendre compte de toutes les économies devenues alors non capitalistes. Ce qui pose alors le problème de la fonction de la définition.

Si l'on cherche à dégager des types, à construire une classification, ce n'est certes pas pour le plaisir de mettre des étiquettes. Le but est de pouvoir opérer des comparaisons permettant d'enrichir notre compréhension des mécanismes économiques concrets. Faute de se nier elle-même, l'analyse économique ne saurait être purement abstraite; sa finalité ultime reste opérationnelle.

L'intérêt d'une définition est donc de nous permettre de distinguer ce qui tient à la logique d'un système et ce qui relève de formes issues des spécificités qui font l'individualité de chaque société, ou de conditions de fonctionnement historiquement datées. C'est pourquoi des économistes qui ne sont pas des soviétologues en sont venus à considérer que marchandise et salariat étaient les deux caractéristiques fondamentales du capitalisme.¹² La parenté entre la démarche ici adoptée et celle de la théorie de la régulation¹³ est évidente. Il suffit de garder à l'esprit la citation suivante de M. Aglietta, qui définit parfaitement le programme de recherches: «La théorie de la régulation du capitalisme est celle de la genèse, du développement et du dépérissement des formes sociales, bref de la transformation dans laquelle se meuvent les séparations qui le constituent».¹⁴

Ces séparations, ce sont, bien sûr, celles qui induisent la marchandise et le salariat.

En fait, c'est à C. Bettelheim qu'il faut rendre le mérite de l'introduction de cette problématique.^{14 bis} Elle ouvre la voie à une approche où l'on peut opérer la distinction entre les modèles abstraits et leurs manifestations concrètes. Elle donne un sens à la recherche de relations économiques stabilisées, repérables par des permanences statistiques.¹⁵ On la retrouve, sous des formes légèrement différentes, chez des auteurs comme B. Boyer ou J. Mazier, M. Baslé et J. F. Vidal.¹⁶ Il devient possible de séparer, comme nous y invite B. Chavance, le type

12. Voir M. AGLIETTA, *Régulations et crises du capitalisme*, Paris, Calmann Lévy, 1982 (2e. édition), pp. VI et VIII, et A. LIPIETZ, *Le monde enchanté*, Paris, La Découverte-Maspéro, 1983, p. 31.

13. R. BOYER, *La théorie de la régulation: une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986.

14. M. AGLIETTA, *Régulations et crises...*, *op. cit.*, p. VI.

14 bis. C. BETTELHEIM, *Calcul économique...*, *op. cit.*

15. M. AGLIETTA, *Régulations et crises*, *op. cit.*, p. VIII.

16. R. BOYER et J. MISTRAL, *Accumulation, inflation, crises*, Paris, PUF, 1978, p. 4, et J. MAZIER, M. BASLÉ, J. F. VIDAL, *Quand les crises durent...*, Paris, Economica, 1984, p. 11.

de base, le capitalisme comme système marchand et salarial, les grandes formes idéaltypiques, et enfin les économies nationales historiques concrètes.¹⁷

Définir ainsi le capitalisme, et y rattacher l'économie soviétique, n'est pas une virtuosité gratuite. Refuser l'hypothèse d'une altérité radicale, qui serait fondée sur une nature différente, a d'abord comme objectif de se fournir les moyens d'analyser la spécificité du système soviétique. Car spécificité, et même spécificités, font de l'URSS un cas limite. Mais elles se situent à deux niveaux décisifs pour la compréhension de la dynamique concrète de l'économie: la forme idéal-type (les Économies de type soviétique ou Économies Mobilisées) et la forme particulière, produit de l'histoire politique, économique et sociale de la société russe et qui distingue l'Union soviétique des autres pays du CAEM par exemple.

L'approche adoptée pourrait donc se caractériser par un refus de l'Altérité Absolue au profit d'un enchevêtrement d'altérités relatives, et hiérarchisées.

L'ÉCONOMIE MOBILISÉE: L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE DANS LA PERSPECTIVE DE L'ÉCONOMIE DE GUERRE

Dans le long et tumultueux débat que l'on a mentionné, une voie fut négligée. Les considérations de Lénine sur l'expérience allemande de 1914-1918¹⁸ ne furent pas assez prises au sérieux, ni même la réflexion d'Oskar Lange pour qui l'économie socialiste était «une économie de guerre sui generis». ¹⁹ Et pourtant, dès les années cinquante, Barrington Moore avait bien noté, en comparant le *tol'kac* soviétique à l'*expediter* américain cette parenté.²⁰ Dès 1918, en fait, W. Rathenau, le maître d'oeuvre de l'économie de guerre allemande, avait ressenti fortement la similitude entre une économie capitaliste mobilisée et les mesures mises en oeuvre en Russie. Ainsi pouvait-il écrire: «La nuit, je suis bolcheviste. Mais le jour, quand je vois nos ouvriers, nos fonctionnaires, je ne le suis plus, ou pas encore».²¹

Si l'économie soviétique est bien un cas limite des systèmes marchands et salariaux, alors il devient important de la comparer à ces autres cas limites, les économies de guerre. Après tout, personne n'a soutenu qu'elles avaient cessé d'être capitalistes.

Mais la comparaison va plus loin; le rôle de matrice de la guerre de 1914-1918 saute aux yeux quand on étudie le système soviétique. Ce conflit n'a-t-il pas engendré aussi un discours sur la mobilisation totale et l'État total dont Ernst Jünger et Carl Schmitt furent les notoires hérauts.²² J. P. Faye a dressé une

17. B. CHAVANCE, *Economie et politique dans la «Dictature sur les besoins»*, Document de travail, CEMI, Paris, EHSS, 1985.

18. V.I. LÉNINE, «Sur l'infatigabilité de gauche», in *Oeuvres Complètes*, Paris, Editions Sociales, 1961, vol. 27, p. 354.

19. O. LANGE, «The role of Planning in a Socialist Economy», in O. LANGE, *Papers in Economics and Sociology*, Varsovie et Londres, PWN et Pergamon Press, 1970, pp. 101 et 102.

20. B. MOORE, Jr., *Terror and Progress: USSR*, Cambridge (Mass), Harvard U.P., 1954, pp. 61 et 62.

21. W. RATHENAU, *La mécanisation du monde* (traduction de J. VAILLANT), Paris, Aubier Montaigne, 1972, p. 34.

22. ERNST JÜNGER, «La mobilisation totale», in *Recherches. Le soldat du travail* (L. MURARD, P.

magistrale généalogie de ces notions.²³ Le parallèle entre bolchevisme et fascisme est tentant.

Dans le cas de l'Economie Mobilisée cependant, il est trompeur. Plus pertinente que le rapprochement des discours, la continuité des institutions économiques héritées de la mobilisation tsariste, les VPK, celle aussi de leurs administrateurs, est au coeur de la mise en place de la mobilisation économique dans la Russie soviétique. Même dans l'Allemagne nazie, la mémoire des pratiques organisationnelles, le travail de techniciens comme ceux regroupés autour du général G. Thomas, enfin les luttes pour le pouvoir économique et politique, ont joué dans la mise en place des structures économiques un rôle incommensurablement plus important que les rêveries d'un Jünger ou de ses adeptes.²⁴

1. Spécificité de l'économie de guerre

Celle-ci n'est pas l'économie du temps de guerre seulement. Elle résulte de transformations importantes, sous la pression de contraintes de ressource considérables. En Allemagne de 1914 à 1918, en Grande Bretagne de 1939 à 1945, aux Etats-Unis de 1941 à 1945, elle se manifeste par la constitution d'un système d'institutions et de comportements cohérents, qui ne furent pas nécessairement contradictoires avec la démocratie. Ces expériences ont marqué les responsables comme le souligne A. S. Milward: «Les succès obtenus laissèrent ceux qui furent concernés par la direction des économies occidentales avec des attitudes profondément différentes vis-à-vis de l'économie {...}. Dorénavant, ils ne se sentiraient plus les victimes impuissantes de forces économiques au-delà de leur contrôle. Les économies furent dirigées, positivement et avec succès, sur différentes trajectoires durant la période de guerre».²⁵

Si on considère le cas de l'Allemagne dans le premier conflit mondial, les transformations furent directement le produit des pénuries. Il fallut donc constituer un organisme de gestion de cette pénurie, le *Kriegszohstoffabteilung* ou KRA. Sous la direction de W. Rathenau et de W. von Moellendorf, il dut rapidement imposer des quotas et fixer les prix, aboutissant à une gestion se voulant contrôlée des approvisionnements.²⁶ Ce système introduisait pour les entreprises une contrainte en amont; au même moment, l'insatiable demande en armes les libérait de la contrainte de vente, en aval. Le déplacement de la contrainte ne tarda pas à induire une modification du comportement des entrepreneurs. Le profit dépendant du volume de la production, et ce dernier des entrants disponibles, ils déployèrent une énergie considérable à tourner les réglementations du KRA. Sous évaluation des capacités et sur évaluation des besoins, modifications avantageuses de l'inventaire sous prétexte d'innovation, corruption et pressions sur les mem-

ZYLBERMAN Eds), N° 32/33, sept. 1978. Voir aussi J.P. FAYE, «L'archipel total», dans ce même numéro.

23. J.P. FAYE, «L'archipel total», *op. cit.*

24. Voir le très remarquable ouvrage de B.A. CAROLL, *Design for Total War*, La Haye, Mouton, 1968.

25. A.S. MILWARD, *War, Economy and Society. 1939-1945*, Berkeley-Los Angeles (Ca.), University of California Press, 1979, p. 100.

26. G.D. FELDMAN, *Army, Industry and Labor in Germany. 1914-1918*, Princeton (N.J.), Princeton U.P., 1966, p. 45 et pp. 47-50.

bres de l'administration, tout fut bon. Rétrospectivement, le spécialiste de l'URSS qui étudie cette période se trouve en terrain connu. Toutes ces pratiques sont le pain quotidien du directeur soviétique.

La maximisation du volume de la production, s'accompagnant des ponctions sur la main d'œuvre dues aux besoins du front, engendra rapidement une pénurie de travailleurs. Les entreprises se livrèrent à une concurrence sur l'embauche par le biais de fortes hausses de salaires, et ce, dès décembre 1914. Il fallut créer une agence chargée d'assurer la répartition de la main d'œuvre. Cependant, elle ne put jamais fonctionner. Les résistances des entreprises furent bien trop fortes, les unes camouflant les excédents momentanés en travail, les autres exagérant leurs demandes.²⁷ La tentative de gestion centralisée du marché du travail resta donc lettre morte, malgré la multiplication de règlements de plus en plus coercitifs.

En même temps, apparaissait un important déséquilibre sur le marché des biens de consommation. Les hausses de salaires induites par la pénurie de main d'œuvre gonflaient les encaisses liquides. Or la guerre provoquait une réduction de l'offre, qu'il s'agisse de l'agriculture, victime de la mobilisation des paysans, ou des biens manufacturés, les usines étant reconverties vers les productions militaires. Dans un premier temps, ce déséquilibre donna lieu à de très fortes hausses des prix. En raison de la sensibilité de la population à ce phénomène, mais aussi pour éviter la mise en place d'une spirale inflationniste incontrôlable, le gouvernement impérial chercha à imposer des mesures de blocage et un rationnement par les quantités. Le blocage des prix alimentaires provoqua de fortes réactions des agriculteurs. Ces derniers réduisirent leurs ventes et se tournèrent vers le marché noir. La crainte de ne pouvoir assurer le ravitaillement de la population urbaine, entraîna certains dirigeants à envisager une militarisation de l'agriculture. A défaut de mesures si extrêmes, fut institué le 22 mai 1916 l'Office de Guerre pour la Nourriture ou KEA. Cet organisme fixait des quotas de livraisons obligatoires à prix imposés, système préfigurant en fait la situation des kolkhozes dans l'agriculture soviétique, collectivisée après 1930.²⁸

Le marché des biens de consommation s'organisa bientôt autour de deux segments, l'un rationné par les quantités, l'autre rationné par les prix. Le développement progressif du premier eut pour effet de déconnecter l'évolution de la consommation de celle des revenus nominaux. Il s'ensuivit une perte d'efficacité du système de stimulation et des effets négatifs sur la productivité du travail. Ceux-ci induisirent un accroissement de la demande de main d'œuvre de la part des entreprises, donc une accélération de la hausse des salaires et une aggravation du déséquilibre entre la demande solvable et l'offre sur le marché des biens de consommation.

Enfin, le système monétaire et financier connut une mutation radicale. Pour faciliter la mobilisation par les entreprises de la totalité de leur potentiel productif, ainsi que pour pouvoir faire face aux contraintes budgétaires de la guerre, le gouvernement libéra l'émission monétaire et autorisa le réescompte automatique des effets commerciaux.²⁹ On aboutit ainsi à une nouvelle structure du système financier analysée par M. Aglietta et A. Orléan, et caractérisée de système homogène et centralisé.³⁰ Une telle situation était très proche de ce que J. Kornaï devait décrire sous le nom de «contrainte molle».³¹

On constate donc que l'économie de guerre, poussée dans ses ultimes retranchements, donne naissance à un système cohérent et stabilisé. A la modification

27. *Idem*, pp. 64 à 76.

de la contrainte répond celle du comportement des entreprises; elle engendre à son tour celle des travailleurs confrontés à un marché de vendeurs. Aux pénuries de biens et de travail fait écho alors l'excès de monnaie. Enfin, l'ensemble des comportements locaux sont rendus cohérents entre eux par la transformation des institutions économiques comme le mode d'ajustement sur les marchés, l'évolution de la norme monétaire et des structures financières, et l'introduction de la coercition administrative. Cohérent, le système est aussi stable, car si les pénuries et les déséquilibres engendrent des formes spécifiques de gestion, ces dernières (en particulier la contrainte molle) reproduisent et accentuent pénuries et déséquilibres.

La seconde constatation qu'il convient de faire est que ce système correspond point par point à celui que l'on peut reconstituer à partir des fonctionnements réels de l'économie soviétique.

2. Voie russe et modèle soviétique

Mais cette correspondance n'est pas tout; il y a aussi filiation. Contrairement à l'une des nombreuses idées reçues qui courent sur l'Union soviétique, le 7 novembre 1917 n'est pas la date décisive à partir de laquelle se serait mis en place un système économique radicalement différent.

L'économie dont les Bolcheviques ont hérité avait été fortement modelée par le projet volontariste de Witte. La politique économique de ce dernier, arrivé au pouvoir en 1889, a provoqué de nombreux débats. Un polémiste proche des slavophiles, E. Tsyon, considérait qu'il y avait là du socialisme d'Etat.³² Si, parmi les critiques contemporains, un Notzold voit en Witte un défenseur du libéralisme, l'idée d'un projet étatiste conscient est reprise par T. H. Von Lane ou B. V. Anan'itch.³³ Ces controverses puisent leur origine dans les mesures prises par le Ministre: achats importants effectués par l'Etat, à des prix notoirement supérieurs à ceux du marché, pour développer la métallurgie, tarifs douaniers protectionnistes, politique du crédit très favorable aux industriels. Elles se nourrissent aussi de la personnalité de Witte. Vice-Président de la Société Pan-Slave d'Odessa, remarquable organisateur dans les chemins de fer, et membre à ses heures d'une organisation secrète de contre-terrorisme nationaliste, la «Sainte-Fraternité», apôtre du libéralisme économique dans ses déclarations à la presse étrangère, et traducteur et apologiste de la pensée de F. List en Russie, que de facettes pour un homme d'Etat!

A lire cependant le memorandum secret qu'il écrivit pour le Tsar en mars 1899, il se dévoile comme un nationaliste modernisateur, et non un libéral occi-

28. *Idem*, pp. 100 à 115.

29. A. ORLÉAN, *Éléments de théorie monétaire fondés sur une analyse historique*, Paris, INSEE, Direction des Synthèses Economiques, Service des Programmes, 1979, p. 180

30. M. AGLIETTA et A. ORLÉAN, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982.

31. J. KORNAÏ, *Socialisme et économie de la pénurie*, Paris, Economica, 1984.

32. E. TSYON, *Les finances russes et l'épargne française*, Paris, Calmann-Lévy, 1895.

33. H. VON LAUE, *Sergei Witte and the Industrialisation of Russia*, New York (N.Y.), Columbia U.P., 1963; B.V. ANAN'ITCH, «The Economic Policy of the Tsarist Government and Enterprise in Russia From the End of the Nineteenth Through the Beginning of the Twentieth Century», in F.V. CARTESEN (ed.), *Entrepreneurship in the Imperial Russia and the Soviet Union*, Princeton (N.J.), Princeton U.P., 1983.

dentaliste.³⁴ Le développement de l'économie n'est pour lui qu'un instrument et non une fin en soi. Ce qui compte, en dernière analyse, c'est la puissance de l'Etat.

Le projet de Witte a incontestablement donné un coup de fouet à l'industrialisation de la Russie, tout en en faisant durement porter le poids à la paysannerie. Il a aussi accentué les déséquilibres et les tensions. A la veille de 1914, la croissance reste largement dépendante de l'intervention de l'Etat³⁵ et significativement la bourgeoisie russe est profondément divisée. En son sein s'est créé un étrange front des industriels progressistes prêts à s'allier aux mouvements révolutionnaires clandestins pour accélérer le processus de modernisation et d'industrialisation du pays.³⁶

La Première Guerre Mondiale va radicaliser les oppositions. Au début de 1915 se produisit une grave crise des munitions mettant en lumière l'incurie des responsables. Le IXe Congrès de l'Association pour l'Industrie et le Commerce se tint quelques semaines plus tard, en pleine retraite de Galicie. La gravité de la situation conduisit les chefs des industriels progressistes, Rjabusinskii, Guskov et Konovalov à tenter un véritable coup de force. Pour aboutir à la mobilisation totale de l'économie, ils appellent à la création d'un réseau de Comités des Industries de Guerre, les VPK, coiffés par un Comité Central. Ainsi, le passage à l'économie de guerre dans la Russie tsariste se fit non à partir du gouvernement, mais en défiance et contre lui.³⁷ Les VPK vont susciter l'enthousiasme de l'intelligentsia technique, et le réseau deviendra la structure de base de la mobilisation économique. Fixant les prix, répartissant les quantités au besoin, déterminant ce qu'il faut produire et par qui, le CC des VPK anticipe largement, dès 1916, l'organisation ultérieure de l'économie soviétique.³⁸ D'ailleurs, une grande partie du personnel des VPK et du CC des VPK va rester en place après la Révolution d'Octobre. I. Kutler, chef de la section financière, va devenir le responsable de la GOSBANK en 1922, et V. Iznar, qui avait dirigé la section des transports, sera à la tête du Commissariat aux Transports.³⁹ Les Bolcheviques étaient bien placés pour apprécier le travail des VPK: l'un des leurs, L. B. Krasin, dirigeait la section Energie Electrique.

L'organisation de l'économie que l'on qualifie de soviétique s'est donc mise en place avant la Révolution d'Octobre, à travers la constitution de l'économie de guerre, en 1915 et 1916. Reste le problème de la propriété d'Etat. En réalité jusqu'en avril 1918, le gouvernement révolutionnaire, le Sovnarkom, étudiera un accord avec les industriels et freinera fermement les nationalisations sauvages. C'est la dégradation de la situation, directement liée à la Guerre Civile et à l'intervention étrangère qui produisit une brutale accélération du processus.

34. Y.S. WITTE, *Mémoires du Comte Witte: 1849-1915*, Paris, Plon, 1921, pp. 12 à 17, 36 à 203. Voir aussi T.H. VON LANE, «A Secret Memorandum of Sergei Witte on the Industrialization of Imperial Russia», in *The Journal of Modern History*, vol. 26, N° 1, mars 1954.

35. Voir J. SAPIR, *Rythmes d'accumulation et formes de régulation de l'économie soviétique*. Thèse pour le Doctorat d'Etat en Sciences Economiques, Paris X-Nanterre, octobre 1986, 3 vol., vol. 1, chap. 3.

36. G. GOLDBERG, *The Association of Industry and Trade: 1906-1914*, Chicago (Michigan), Ph.D., State University of Michigan, 1974. J.L. WEST, *The Moscow Progressists: Russian Industrialists in Liberal Politics*, Princeton (N.J.), Ph.D., Princeton University, 1975. R.A. ROOSA, «Russian Industrialists and State Socialism: 1906-1917», in *Soviet Studies*, vol. 23, 1972, N° 2, pp. 395-417.

37. L.H. SIEGELBAUM, *The Politics of Industrial Mobilisation in Russia: 1914-1917*, Londres, Mac Millan, pp. 41-48. Voir aussi *Istoriceski Archiv*, N° 6, 1959, pp. 8-13, et N° 2, 1959, pp. 13-16.

38. S. ZAGORSKY, *State Control of Industry in Russia during the War*, New Haven (Conn.), Yale U.P., 1928, pp. 97-98, et 145-149.

39. L.H. SIEGELBAUM, *The Politics...*, op. cit., pp. 56-57.

Le mouvement des nationalisations ne fut donc nullement l'effet d'un projet défini au préalable, appliqué par un pouvoir réputé pétri d'idéologie. Dans une très large mesure, ces mesures furent prises à contre-cœur, sous la pression de conditions matérielles et militaires très difficiles. La filiation entre l'économie de guerre et le système soviétique est donc triple.

L'expérience allemande a certainement été une puissante source d'inspiration pour les Bolcheviques. A partir de 1920, certains des responsables allemands comme Von Moellendorf seront d'ailleurs appelés en Russie comme consultants. L'économie de guerre russe a légué au nouveau pouvoir des structures organisationnelles et des cadres formés, qui seront encore très majoritaires dans les administrations économiques en 1928.⁴⁰ Enfin, les conditions et l'extension des nationalisations apparaissent comme une réponse aux nécessités de la Guerre Civile.

Si l'économie soviétique constitue donc un cas limite dans le type général des systèmes marchands salariaux, elle ne s'est pas constituée ainsi en novembre 1917. Le projet volontariste et étatique de Witte à la fin du XIX^e siècle, les transformations de 1915/1916 et la Guerre Civile d'avril 1918 au début de 1920 ont été des étapes bien plus significatives. Quant à la dernière d'entre elles, la plus terrible, la collectivisation du Premier Plan Quinquennal, n'est-elle pas aussi liée à ce que l'historien soviétique Afanassiev a appelé «La guerre de Staline et du stalinisme contre son propre peuple».⁴¹

3. Le modèle japonais et la notion de mobilisation

Le Japon constitue un cas particulièrement intéressant pour le soviétologue. Voilà un pays réputé capitaliste, et dont la trajectoire originelle présente de multiples analogies avec celle de la Russie et de l'URSS.⁴² Dans les deux pays, le mouvement de modernisation et d'industrialisation est censé répondre à une contrainte extérieure impliquant la constitution du développement économique en impératif catégorique pour la classe dominante. Une partie de celle-ci se transforme donc en entrepreneurs, tout en se percevant avant tout comme des combattants dans la «lutte pour la survie de la Nation Japonaise».⁴³ Le rôle de la puissance publique fut considérable, en particulier pour les industries pouvant contribuer directement ou indirectement à la défense.⁴⁴ Il y eut aussi, dès le début, une confusion constante entre l'intérêt national et les intérêts personnels, qui donna d'un côté l'étonnant règlement intérieur de Mitsubichi (Diriger chaque entreprise avec l'intérêt national)⁴⁵ qui n'est pas sans rappeler les formules sur la propriété du peu-

40. Ja. BINEMAN et S. HEINEMAN, *Kadry Gosudarstvennogo i Kooperativnogo Apparata SSSR*, Gosizdat, Moscou, 1930, p. 112, 202 à 207.

41. Y. AFANASSIEV, «Nous et vous», in *La nouvelle alternative*, N° 10, juin 1988, p. 41.

42. H. ROSOVSKY, *Capital Formation in Japan 1898-1940*, Glencoe Free Press, New York, N.Y., 1961, pp. 112-113.

43. R.A. SCALAPINO, *Democracy and the Party Movement in Prewar Japan. The Failure of the First Attempt*, University of California Press, Berkeley, Ca, 1972, p. 26 etc.

44. I.C. SMITH, *Political Change and Industrial Development in Japan Government Enterprise 1866-1880*, Stanford University Press, Stanford, Ca., 1955, pp. 2-11.

45. M.N. YOSHINO, *Japan's Managerial System: Tradition and Innovation*. MIT Press, Cambridge,

ple tout entier, et d'autre part les scandales répétés, dont celui de Recruit Cosmos n'est que le dernier avatar.

Il n'est donc pas étonnant que les entrepreneurs japonais n'aient jamais correspondu au modèle schumpéterien.⁴⁶ Ils ont aussi connu des problèmes de légitimité, tant vis-à-vis de leurs employés que du gouvernement, que l'on va retrouver dans le cas soviétique.⁴⁷ En fait, la comparaison entre les deux pays met en lumière trois phénomènes communs:

- la constitution d'une *volonté générale*, s'exprimant à travers le rôle de l'Etat et les regroupements informels entre responsables économiques, administratifs et politiques;

- la confusion entre les notions de «privé» et de «public» aboutissant à une instrumentalisation réciproque de l'Etat et des firmes;

- l'existence d'un problème spécifique de légitimité des cadres économiques.

On pourrait certes montrer les nombreuses différences qui se font jour, surtout après 1945. Cependant les transformations institutionnelles censées démocratiser le pays n'ont pas fondamentalement modifié les procédures de contrôle et d'incitation de l'économie. Le système qui a ainsi assuré l'essor de l'électronique japonaise est fondamentalement le même que celui qui avait été mis en place en 1937 pour les besoins de l'économie de guerre.⁴⁸ Cette situation permet à C. Johnson d'utiliser le terme de «*capitalist development state*», tandis que D. Okimoto emploie celui de *mobilization state*.⁴⁹

Les traits principaux en sont:

- une garantie des débouchés pour certains secteurs clés, où l'Etat achète la totalité de la production;

- un financement reposant essentiellement sur le crédit bancaire avec refinancement par la Banque Centrale (ce qui correspond au schéma d'*économie d'endettement*);

- un contrôle administratif très fort en terme de fixation d'objectifs, géré par le MITI qui joue le rôle d'une agence de planification.

Il ne serait donc pas déplacé de dire que l'économie japonaise a aussi été une *économie de guerre en temps de paix*. Quant aux concepts de C. Johnson et D. Okimoto, ils sont fort proches du *growth oriented statehood* employé par un sociologue hongrois, G. Szoboszlai, pour décrire les pays dits socialistes.⁵⁰ Cependant, il est aussi évident que des différences de niveau importantes existent entre les pratiques au Japon et celles des économies de type soviétique.

Ces pratiques existent aussi, mais à l'état embryonnaire, aux Etats-Unis. Là, c'est par l'intermédiaire du Pentagone que l'Etat intervient pour accélérer le dé-

Mass., 1968, p. 63, et K. YAMAMURA, «The Founding of Mitsubishi: A Case Study in Japanese Business History», in *Business History Review*, vol. 41, N° 2, 1967, p. 160.

46. G. RANIS, «The Community Centered Entrepreneurship in Japanese Development», in *Explorations in Entrepreneurial History*, vol. III, N° 2, dec. 1955, p. 80 et s.

47. M.N. YOSHINO, *Japan's Managerial...*, op. cit., pp. 63-64, 68-77 et 80-89.

48. D.I. OKIMOTO, T. SUGANO, F.B. WEINSTEIN, *Competitive Edge*, Stanford University Press, Stanford, Ca., 1984, p. 98.

49. C. JOHNSON, *MITI and the Japanese Miracle*, Stanford University Press, Stanford, Ca., 1982, p. 11, et D.I. OKIMOTO, T. SUGANO, F.B. WEINSTEIN, *Competitive...*, op. cit., p. 97.

50. G. SZOBOSZLAI, «Bureaucracy and Social Control», in G. SZOBOSZLAI (ed.), *Politics and Public Administration in Hungary*, Akademiai Kiado, Budapest, 1985, pp. 160-161 et 164.

veloppement de certaines branches de l'économie. Il le fit au XIX^e siècle en décidant de la construction d'une nouvelle génération de navires de guerre pour aider la métallurgie.⁵¹ Plus près de nous, c'est ainsi que furent subventionnées les productions des semi-conducteurs et des circuits intégrés.⁵²

On doit donc impérativement distinguer des degrés pour l'application de telles pratiques, tout en sachant qu'elles constituent plus la règle que l'exception.

4. Mobilisation économique et économie mobilisée

Pour éviter des termes ayant de fortes connotations idéologiques et politiques comme *étatisme* ou *dirigisme*, le modèle de l'économie de guerre suggère celui de *mobilisation*.

Il faut l'employer pour décrire tout système visant à soustraire une activité des contraintes économiques immédiates. En garantissant l'écoulement de la production pour une période donnée et en assurant des facilités de financement, on peut orienter ainsi les entreprises vers des stratégies d'expansion qui ne pourraient être atteintes autrement. Dire qu'on les a soustraites des contraintes ne signifie pas que ces dernières aient disparu. Simplement, elles reposent désormais sur l'Etat, c'est-à-dire, via le système fiscal, sur le reste de la société. En effet, la production n'a pas cessé d'être marchande, mais elle n'est plus commerciale.

Les *mobilisations locales* visent des activités particulières. On peut considérer qu'il s'agit de segments non commerciaux insérés provisoirement dans une économie commerciale, à des fins de politique économique. Diverses raisons peuvent justifier de telles pratiques, qui vont du développement d'industries stratégiques (hier la sidérurgie, la construction navale, les chemins de fer; aujourd'hui, les industries aérospatiales, l'électronique, le nucléaire) au maintien du revenu de certains groupes sociaux afin de stabiliser une situation politique, cas de la Politique Agricole Commune dans la CEE ou des subventions aux producteurs de riz au Japon.

L'*Economie Mobilisée* correspond-elle à la généralisation de la mobilisation à l'ensemble de l'industrie dans le but d'induire une transformation radicale du mode de croissance du pays. Elle renvoie bien sûr à l'existence de ce qui se représente, pour la classe dominante, comme une nécessité majeure. Le risque d'une subordination politique découlant d'un retard dans le développement est à cet égard un facteur majeur. Elle s'apparente à une vision élargie de ce que le général G. Thomas appelait la *Wehrwirtschaft* ou mobilisation de l'industrie pour les besoins de la Nation, en temps de paix.⁵³

La systématisation du principe de non-commercialité de l'économie engendre alors tout une série de répercussions économiques et sociales qui transforment bientôt, de proche en proche, l'ensemble des comportements et attitudes.

51. N. FRIEDMAN, *US Cruisers*, Arms and Armour Press, Londres, 1985, p. 14.

52. R.W. WILSON, P.K. ASHTON, T.P. EGAN, *Innovation, Competition and Government Policy in the Semi Conductor Industry*, Lexington Books, Lexington, Mass., 1980, p. 146 etc.; J.E. TILTON, *International Diffusion of Technology: the Case of Semi Conductor*, The Brookings Institution, Washington, D.C., 1971, p. 91 et s.

53. B.A. CAROLL, *Design for Total War*, op. cit., pp. 126-135.

Ainsi, alors que la *mobilisation* n'est qu'une pratique locale, l'*Economie Mobilisée* est une totalité faisant système, dont les économies de guerre sont des prototypes.

Il y a donc deux manières pour classer les économies capitalistes au sens marchandes et salariales. La première va utiliser le critère du mode de propriété, insistant ainsi sur l'existence d'un secteur étatique plus ou moins important. La seconde consisterait à mesurer l'impact des pratiques de mobilisation, en allant depuis les pays où elles sont honteuses, et directement induites par l'appareil militaire (les États-Unis) jusqu'aux Economies Mobilisées, en passant par des cas intermédiaires où l'on a un emploi sélectif, mais non négligeable, de ces pratiques comme au Japon.

Cependant, la logique du système économique n'est pas indifférente au degré de mobilisation. Les effets qu'elle induit, tant à partir du rythme de développement des secteurs mobilisés, qu'en raison des contraintes qui vont alors peser sur le reste de l'économie, seront largement différents en fonction de son ampleur. Si elle reste très limitée, les avantages dont bénéficient les secteurs ainsi favorisés sont trop faibles pour désarticuler les secteurs non mobilisés. Ceux-ci ne ressentent qu'un poids fiscal qui les pousse à faire pression pour réduire la mobilisation, qui ne survit alors qu'en vertu d'une démarche volontariste du gouvernement. On peut considérer que, limitée, la mobilisation produit des *feedback négatifs*, c'est-à-dire s'opposant à ce qui paraît une déviation du système.

Mais au-delà d'un certain seuil, au poids fiscal il faut ajouter les effets destructurants d'un pan de l'économie dont la croissance de la production n'a d'égale que celle de sa demande en biens de production. Alors ces effets paralysent le segment mobilisé et contraignent le gouvernement peu à peu à étendre la mobilisation. C'est ce qui se passe dans les économies de guerre. On est alors en présence de *feedback positifs* renforçant la déviation.

Le parallèle avec les économies de guerre nous conduit ainsi à reformuler la définition des économies de type soviétique. En utilisant le terme d'*Economie Mobilisée*, on désigne en fait des économies marchandes, c'est-à-dire où producteurs et utilisateurs sont séparés, mais non commerciales,⁵⁴ en cela que la validation d'une production ne s'effectue plus à travers la vente (ou la non vente) des biens concernés. Cette validation n'est pas supprimée, car rien ne prouve que ce qui a été produit ici pourra être utilisé ailleurs. Mais en tant que contrainte, elle ne repose plus directement sur le producteur. C'est l'organisme remplaçant le système commercial qui, en fin de période, s'apercevra que certains produits sont restés inutilisés, alors que des demandes n'ont, elles, pas été satisfaites. Pour cet organisme, cela se traduira par un besoin de financement (qu'il reportera sur les agents par la voie fiscale); pour l'économie par un désajustement entre l'offre et la demande en matières. La contrainte est donc bien toujours présente mais repose sur l'ensemble de la société.

Ces économies sont aussi salariales car maintenant la séparation entre travailleurs et moyens de production.

L'*Economie Mobilisée* est donc une forme idéal-type; en tant que telle, elle est appelée à connaître des manifestations spécifiques en fonction des caractéristiques des sociétés parmi lesquelles elle se déploie.

Elle possède bien sûr une logique propre qu'il convient maintenant d'étudier.

54. Cette notion d'économie marchande non salariale m'a été suggérée par le Professeur A. Noves lors du Colloque de Barcelone sur la Perestrojka en octobre 1988.

LE PASSAGE À L'ÉCONOMIE MOBILISÉE ET SES CONTRAINTES SPÉCIFIQUES

L'extension des pratiques de mobilisation peut finir par constituer un système cohérent. Même si il tend à se représenter comme une forme non capitaliste (ou post-capitaliste), il n'est rien d'autre qu'une variante extrême des économies marchandes et salariales. Mais la systématisation de la garantie de vente engendre une transformation profonde et radicale des formes de manifestation des contradictions et conflits de ces économies.

1. Place et rôle de l'Etat

Ce que l'on appelle en France l'École ou la Théorie de la Régulation⁵⁵ axe son analyse des économies capitalistes sur les effets des séparations que sont la marchandise et le salariat. Elle nous invite aussi à distinguer soigneusement l'évolution de la société de celle du mode de production. A. Brender et M. Aglietta peuvent ainsi séparer une société bourgeoise d'une société salariale correspondant l'une et l'autre à une économie capitaliste.⁵⁶

Les deux séparations évoquées manifestent leurs effets à travers deux problèmes clefs: celui de la validation de productions initiées séparément mais qui ne peuvent prendre leur sens qu'à travers la globalité du circuit économique, et celui de la mise au travail. Si le second, via la détermination des salaires et profits, ainsi que de la productivité est central pour la formation de la demande et de la capacité d'investissement, le premier est essentiel pour celui de la transformation de cette capacité en réalité. Toute anticipation pessimiste quant à la validation oriente l'arbitrage entre investissements productifs et placements à partir du moment où existe un marché financier développé.

La commercialisation et la fixation des salaires sont donc deux terrains essentiels de la politique économique.

Dans la mesure où les intérêts immédiats des divers agents ne convergent pas spontanément vers des solutions au moins cohérentes au niveau global, des instances de négociation, normalisation et réglementation s'avèrent indispensables. Le rôle de l'Etat ne peut donc se réduire à celui d'expression du groupe social dominant. Il doit aussi assumer les tâches de légitimation de ces instances, voire les imposer de manière plus ou moins coercitive. Dans les économies capitalistes, marchandise et salariat donnent naissance à des fonctions nouvelles de l'Etat;⁵⁷ elles établissent la nécessité d'actions dans la sphère économique et financière, que renforce la spécificité industrielle.

A cela, il convient d'ajouter une autre approche. S'étendant mondialement, la production capitaliste n'est pas un processus unificateur, du moins spontanément.

55. Voir les ouvrages fondateurs comme M. AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme: l'expérience des Etats-Unis*, Paris, Calmann Lévy, 1982 (2e édition); R. BOYER et J. MISTRAL, *Accumulation, inflation et crises*, Paris, PUF, 1983 (2e édition); R. BOYER, *La théorie de la régulation: une analyse critique*, Paris, La Découverte (coll. Agalma), 1986; A. LIPJETZ, *Le monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte-Maspéro, 1983.

56. M. AGLIETTA et A. BRENDRER, *La société salariale*, Paris, Calmann Lévy, 1984.

57. C. ANDRÉ et R. DELORME, *L'Etat et l'Economie*, Paris, Seuil, 1983.

ment. Elle reproduit en permanence la double séparation entre les Etats-Nations et les conditions des biens et des hommes d'une part, et entre l'unité des principes sur lesquels se fondent la production et la reproduction, et les conditions locales de leur mise en oeuvre, d'autre part.

La recherche des conditions optimales de valorisation de capitaux n'existant que séparés, nécessite et suscite la pose en place d'institutions au niveau de la région, du pays, du groupe de pays, qui doivent défendre leur spécificité pour fonctionner. En même temps, la dynamique propre à la constitution des Etats-Nations, qui se manifeste dans les pratiques politiques et sociales, les codes culturels, les mentalités, mais aussi dans l'apparition de blocs sociaux hégémoniques, avec leurs procédures de formation et de reproduction, tend à faire avancer les éléments d'unité, du moins au sein de l'Etat-nation et de sa zone de domination. Mais cette tendance à l'unité, qu'elle passe par l'extension et la généralisation de pratiques économiques et sociales dans le but de renforcer cet Etat-Nation (suppression des péages et octroi, liquidation des secteurs archaïques, recours à l'Etat pour imposer des normes de comportement économique et social) ou encore dans la prédisposition, en cas de succès, à étendre la zone d'application de ces institutions (formes de marché, modes de gestion de la monnaie, pratiques sociales et politiques) qui ont assuré la valorisation la meilleure des capitaux locaux, finit par se muer en facteur de division. Cette tendance à l'unité ne peut se manifester que sous la forme d'une tendance à la domination politique, économique et sociale des Etats-Nations les plus avancés. Elle conduit aux réactions légitimes des agents dans les autres Etats-Nations.

C'est pourquoi il faut répudier comme mystificatrices les présentations du capitalisme comme facteur d'unité que l'on trouve à la fois chez les apologistes (le Grand Marché abolissant les frontières), comme chez ses contempteurs les plus acharnés qui limitent leurs perceptions des conflits aux luttes pour les ressources ou les débouchés, tout en considérant les divisions nationales et les nationalismes comme des archaïsmes.

Il n'y a pas d'étapes de la croissance⁵⁸ que tout pays devrait suivre comme la récapitulation qui conduit le foetus du poisson au mammifère. Le succès de certaines institutions en un lieu signifie l'impossibilité pour ces mêmes institutions à se développer spontanément en d'autres. Le chemin suivi par les pays premiers ne peut l'être par ceux qui les suivent, ce qui avait été déjà démontré par A. Gershenkron.⁵⁹

Cette approche implique que l'on considère la nature des relations entre Etats-Nations et leur mode de gestion comme partie prenante des processus de constitution des modes de régulation. Elle conduit à spécifier les problèmes des retardataires, les *latecomers* ou *pays seconds*.

Pour eux, l'économie capitaliste signifie deux problèmes particuliers:

— Ils sont soumis à la pression multiforme des pays plus avancés, ce qui induit un impératif stratégique de croissance et de développement. L'économie y apparaît d'emblée comme un moyen de puissance et non une fin en soi.

Simultanément, leurs classes dominantes et leurs élites dirigeantes sont soumises à une forte pression liée au décalage entre leurs conditions d'émergence

58. Notion illustrée par W.W. ROSTOW, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Le Seuil, 1963.

59. A. GERSCHENKRON, «Economic Backwardness in Historical Perspective», in A. GERSCHENKRON (ed.), *idem*. The Belknap Press of Harvard U.P., Cambridge, Mass., 1962.

et d'existence, liées à une structure étatique donnée, et la perception d'une grande faiblesse relative quant aux moyens économiques. C'est ce que Gerschenkron décrivait comme la contradiction entre virtualités de l'Etat et réalités de ses moyens, dans la Prusse, la Russie ou le Japon du XIX^e siècle.

La mobilisation économique constitue, justement, une tentative pour résoudre ces problèmes en cherchant à provoquer un développement accéléré. Mais ce dernier, compte tenu des limites de l'épargne interne et de l'avance globale (en niveau et en qualité) des pays à rattraper, conduit à des reformulations tant des alliances sociales et des formes politiques que des relations avec l'extérieur.

Cela aboutit à transformer le rôle de l'Etat. La mobilisation exclut toute neutralité, mais s'il devient un pur instrument de mise en oeuvre d'un projet industrialiste, entre les mains d'un groupe dirigeant, alors il disparaît en tant qu'agent autonome. Plus rien alors ne s'oppose au déchaînement de l'arbitraire des relations entre les trois autres catégories traditionnelles, les capitalistes, les entrepreneurs et les salariés. La mobilisation se présente donc sous la forme d'une mutation contradictoire pour l'Etat, où la montée des domaines et du nombre de ses interventions s'accompagne d'une tendance permanente à son sous-développement, à sa réduction en un conglomerat d'administrations dépourvues de capacités arbitrales et normalisatrices.

2. Les effets de la mobilisation

La mobilisation économique, comme on l'a dit, passe par l'établissement d'une garantie de vente pour les producteurs. Suivant le degré de cette garantie, sa généralisation, elle entraîne l'apparition de nouvelles règles de comportement aux conséquences profondes.

a) Les règles

Concrètement, une garantie de vente signifie que les producteurs savent que désormais le prix auquel ils vendront est parfaitement inélastique aux quantités offertes et demandées. En d'autres termes, chaque produit est acheté à prix fixe par un organisme central, ce qui équivaut pour le producteur individuel à une garantie de validation sociale de son travail. Une telle situation implique que l'hypothèse de rendements décroissants de la fonction de chiffre d'affaires utilisée pour analyser la maximisation du profit ne peut être retenue. Désormais, le profit est une fonction à rendements croissants ou constants. Sous une forme différente, ceci conduit à la première règle: *Maximiser le profit passe par la maximisation du volume de la production.*

Pour une gamme de technologies données, cela revient à dire que la demande en entrants (capital et travail) sera sans limites. Mais la mobilisation a aussi une seconde conséquence. Si le profit est fonction de la production, et donc celle-ci de l'investissement, le taux de profit sera d'autant plus élevé que, pour le niveau technique le meilleur, l'entreprise pourra acquérir plus de moyens. On obtient alors une seconde règle: *Si le taux de profit règle la circulation des capitaux, l'économie doit finir par être absorbée par la plus grosse des entreprises dans le secteur le plus performant.*

On a là un parfait exemple de la contradiction entre logiques locales et impé-

ratifs du circuit. Nulle économie ne saurait survivre sur la base d'une production unique. La circulation des capitaux doit être entravée, ce qui correspond d'ailleurs à la pratique des économies de guerre où le marché des capitaux est fermé ou rigoureusement contrôlé. La nationalisation apparaît alors comme une réponse fonctionnelle à cette situation.

Par ailleurs, si le profit devient un reflet des capacités à acquérir des moyens de production plus qu'un indicateur de leurs conditions d'utilisation, on aboutit à une troisième règle: *En Economie Mobilisée, le profit cesse d'être un instrument de contrôle objectif, nécessitant l'apparition de moyens alternatifs.*

Enfin, il faut remarquer que si un organisme achète par principe tout ce qui est produit, cela n'implique nullement que la totalité de la production ait une utilité. La garantie de validation n'implique pas la socialisation automatique des travaux privés. Simplement le coût des travaux non validés ne repose plus sur les producteurs locaux; il est assumé par cet organisme central. Ce dernier a donc, s'il est en même temps acheteur et vendeur, un besoin de financement qui, toutes choses étant égales par ailleurs, est proportionnel à l'écart entre les quantités produites et celles qui sont réellement utilisables. Ceci se transcrit dans une quatrième règle: *La mobilisation ne supprime pas le test de validation: elle le transfère à l'organisme central. Il se manifeste désormais sous la forme du besoin de financement exprimé par cet organisme.*

Ces quatre règles résument l'impact de la mobilisation d'une économie marchande et salariale. Trois effets s'en déduisent: la poussée productiviste, ou *Quantity Drive* pour Kornai⁶⁰, l'apparition d'un problème spécifique du contrôle des activités économiques, et la transformation du système monétaire et financier.

b) La poussée productiviste et la pénurie

De la première règle, on peut déduire que les entreprises expriment une double demande: en entrants normaux et en investissements. En ce qui concerne les entrants, il y a donc une très forte demande de matières premières, produits semi-finis et d'énergie qui fait apparaître un déséquilibre du côté de l'offre. Rapidement, le secteur fournissant ces entrants apparaît comme sous-développé car le rythme d'expansion de ses capacités de production, lié à des investissements souvent importants (pour les industries minières et sidérurgiques par exemple) s'avère plus lent que celui de la demande. A ce déséquilibre technique, ajoutons immédiatement celui qui peut découler du mode de formation des prix. La mobilisation suppose que les prix soient fixés, mais un tel système frappe de manière différente les diverses branches. Certaines d'entre elles, situées en aval du processus productif (les constructions mécaniques) sont censées être des lieux d'innovation. La règle de fixation des prix doit donc s'adapter à l'apparition des produits nouveaux, ce qui donne alors une réelle flexibilité aux entrepreneurs pour tourner la fixation, en créant de fausses nouveautés grâce à des modifications superficielles. Cette pratique est courante en URSS, mais aussi dans toutes les situations de blocage des prix. Il s'ensuit que le ratio entre les prix de l'aval et ceux de l'amont s'accroît. Le transfert de ressources qui en résulte contribue simultanément à accroître la demande des entrants matériels tout en diminuant les capacités de l'amont à s'accroître sa production.

On voit donc s'instaurer à la fois une *pénurie* pour certains biens, et les conditions de sa reproduction, car les rythmes de croissance de la Demande et de l'Offre sont structurellement différents. Ici encore, on rencontre un exemple du conflit entre la somme des logiques locales et la nécessité du circuit économique d'ensemble. L'émergence d'une autorité centrale attribuant autoritairement des ressources au secteur sous-développé devient une obligation fonctionnelle.

Par ailleurs, on doit compter la force de travail parmi les entrants. Pour elle aussi la demande est naturellement très importante; elle se renforce du fait de la pénurie de certains biens qui conduit l'entrepreneur à substituer du travail à de l'énergie mécanique quand les approvisionnements deviennent défectueux. Or, l'offre de travail est limitée à la fois par les caractéristiques démographiques de la population, mais aussi par le fait qu'on ne peut laisser la main d'oeuvre abandonner brutalement certaines activités (par exemple l'agriculture) ou encore en raison du manque de travailleurs possédant les qualifications requises. La poussée productiviste transforme donc les conditions sur le marché du travail qui devient alors structurellement un *marché de vendeurs*. Le problème de l'Economie Mobilisée n'est pas le chômage, mais la pénurie de travailleurs.

Quant à la demande d'investissements, elle signifie une forte demande en capital fixe qui fait apparaître la fraction en aval de l'industrie, et en particulier la production des machines outils et biens d'équipement industriels comme insuffisamment développée. Elle signifie aussi, financièrement, une forte tendance à avantager l'investissement par rapport à la consommation dans le partage du revenu national.

La poussée productiviste conduit donc à des situations de pénuries chroniques sur les marchés des biens industriels et du travail. Ces pénuries sont entretenues et conduisent à des situations de marché de vendeurs. Le problème micro-économique essentiel cesse d'être l'écoulement des produits pour devenir celui de l'acquisition des moyens de production. La concurrence entre les unités de production s'exprime désormais *en amont de la production*, sous la forme d'une compétition d'acheteurs. L'existence d'un déséquilibre entre le développement de la partie en aval de l'industrie (les constructions mécaniques à but industriel) et celui de la partie amont ainsi que des industries de consommation est le produit direct de cette poussée productiviste.

S'il y a des pénuries, la *Pénurie* en tant que régime économique n'est pas une. Il faut penser l'existence de deux situations radicalement différentes. La *Pénurie Normale* signifie que les demandeurs sont en mesure de prévoir les domaines où se manifesterà le déséquilibre, l'ampleur de ce dernier (i.e. la durée de l'attente), le moment de sa manifestation et son impact sur les approvisionnements. Dans une telle situation, le stockage, comportement rationnel de précaution, obéit à des normes que l'on peut estimer.

La *Pénurie Absolue* se traduit par contre dans une incertitude radicale quant au domaine, à l'ampleur, au moment et aux conséquences de la pénurie. Elle conduit les agents à stocker tout ce qu'ils peuvent; c'est ce que Kornaï appelle le *stockage hystérique*.⁶¹

Pour comprendre les comportements et les fonctionnements, il convient donc de bien différencier la nature de la pénurie. Parler de pénuries en général peut être aussi trompeur qu'ignorer le phénomène. Le basculement d'un univers aléa-

61. *Idem.*, pp. 98 et 99.

toire à un univers incertain joue un rôle chef dans la dynamique de l'Economie Mobilisée et de ses crises.

c) *Le contrôle des activités*

Le test de la validation, l'écoulement de la production, constituait en lui-même le plus redoutable des contrôles sur les activités économiques; le voici supprimé. A ceci s'ajoute le fait que le marché des capitaux doit être supprimé, si même on ne va pas à l'aboutissement logique qu'est la nationalisation intégrale.

L'Economie Mobilisée donne ainsi à la question du contrôle sur les activités économique, de l'appréciation des gestions locales, une place radicalement différente de celle qu'elle occupait dans une économie normalement commerciale.

Si le profit ne peut plus être tenu pour un indicateur pertinent, ce contrôle ne peut reposer que sur des indicateurs politiquement définis et ne peut être appliqué qu'administrativement.

Or, ce contrôle, c'était aussi le lieu du conflit entre le capitaliste et l'entrepreneur. On voit alors se dessiner l'un des paradoxes majeurs de la mobilisation. Même si elle aboutit à fusionner la personne juridique des capitalistes dans l'Etat, loin d'affaiblir la position de l'entrepreneur gestionnaire, elle en constitue potentiellement l'apothéose en raison de la disparition de l'indicateur objectif essentiel.

A ce problème de fond, il faut ajouter les effets directs d'une nationalisation généralisée. Tout d'abord, elle transforme la perception du gestionnaire qui, ne pouvant vendre ou acheter des capacités de production déjà existantes, doit penser au niveau de *l'établissement*, et non plus de la *firme*. L'accroissement de la taille de l'établissement devient désormais la seule manière de développer le capital qu'il gère, et la comparaison entre les rythmes d'accroissement le critère de comparaison vis-à-vis de ses collègues et concurrents.

Ensuite, soumis à une appréciation sur la base de critères nécessairement subjectifs, et dépourvu de tout intérêt pour ce qui adviendra de l'entreprise après son départ, le directeur gestionnaire va, de manière cohérente, chercher à maximiser les résultats qui lui semblent correspondre au plus près des critères d'appréciation, dans une logique de choix systématique du présent contre le futur: après moi le déluge! Tel est ici le second paradoxe de l'Economie Mobilisée. La suppression de la contrainte d'écoulement ne conduit pas à privilégier des visions globales et de long terme. Au contraire, elle entraîne un repli vers la sphère micro-économique dans ce qu'elle a de plus étroit et de plus réductrice. Le contrôle sur la propriété des capitaux et la nationalisation intégrale n'engendrent pas une sur-centralisation mais au contraire une tendance à l'émiettement, dans l'espace comme dans le temps.

3. La transformation du système monétaire et financier

Le passage à l'Economie Mobilisée entraîne l'apparition de problèmes spécifiques dans le domaine monétaire et financier: le financement de l'Etat et le financement des entreprises.

a) *L'Etat*

Il y a en effet une spécificité du problème du financement de l'Etat lié à la

mobilisation On a indiqué plus haut que la garantie de vente, en transférant à un organisme central le test de la validation, entraînait la manifestation d'un besoin de financement spécifique (règle quatre). Dans le budget de l'Etat se crée donc un nouveau poste parmi les emplois, le financement de l'économie nationale. Deux facteurs vont jouer pour accroître régulièrement le poids de ce poste. Tout d'abord l'existence d'un écart entre l'inventaire produit et les besoins réels. Cet écart implique que certains biens ne sont pas achetés par des entreprises et la population, alors qu'ils ont été déjà payés par l'organisme central. Il y a donc là cause de déficit. Qui plus est, plus longtemps dure la période de mobilisation intégrale, et plus la connaissance des besoins réels par les entrepreneurs se perd, alors que s'accroissent les comportements d'adaptation aux préférences présumées des responsables étatiques. L'écart ne peut que s'accroître avec le temps, entraînant avec lui le déficit.

Ensuite, le déséquilibre dans les rythmes de développement des diverses parties de l'industrie que l'on a évoqué, implique une action gouvernementale correctrice, sous la forme de subventions. Ces dépenses nouvelles vont donc venir s'ajouter aux emplois habituels du budget; simultanément, se pose un problème au niveau des ressources.

Face à ces charges, le gouvernement a donc le choix entre prélever sur les entreprises ou sur la population. Mais le prélèvement sur les premières ne peut que signifier un versement des profits au budget. Or les profits sont largement artificiels, en ce sens qu'ils dépendent, pour une structure des prix donnée (et théoriquement contrôlée par l'Etat), du volume de la production, sans qu'il y ait de lien entre celle-ci et les capacités à l'utiliser. Pour qu'un prélèvement sur les profits soit autre chose que l'un des flux dans un mouvement croisé de subventions, encore faudrait-il que les profits existent en tant que dégagement d'un surproduit économiquement significatif. En outre, ce prélèvement ne peut se faire au détriment de l'investissement sous peine de nier la rationalité du processus de mobilisation lui-même. La limitation du prélèvement sur les entreprises implique que les ressources devront être prises sur la population. Compte tenu des problèmes politiques que pose l'impôt direct, ce sont les taxes à la consommation qui apparaissent comme la source de financement la plus probable. Cependant, voilà qui veut dire toucher au niveau de vie, alors même que la poussée productiviste engendre d'elle-même une forte pression sur la répartition fonctionnelle. D'où l'on peut déduire que tous les biens de consommation ne sauraient être également taxés. Le problème alors se dédouble: l'Etat trouvera-t-il dans ces conditions les ressources dont il a besoin, et ne risque-t-il pas de segmenter le panier de consommation, provoquant ainsi un réajustement du comportement des travailleurs consommateurs.

Cette limitation des ressources fiscales conduit à s'intéresser aux autres moyens de financement. Compte tenu de l'inexistence d'un marché financier, l'émission d'emprunts n'est pas autre chose qu'une forme déguisée de fiscalité, surtout si leur souscription est obligatoire. Ce prélèvement sur les revenus vient donc s'ajouter aux autres, à moins que les taux d'intérêts réels deviennent suffisamment rémunérateurs. Mais, compte tenu de la situation du marché du travail, l'Etat n'a guère intérêt à offrir des rémunérations réelles élevées sous peine d'accroître inconsidérément les risques de dérapages salariaux de la part des entreprises (un revenu de patrimoine important modifiant l'arbitrage travail-temps libre pour le salarié).

Le financement monétaire est donc logiquement la source privilégiée du complé-

ment de ressource pour l'Etat.

L'existence d'une contrainte de financement spécifique de l'Etat et le recours à la création monétaire sont donc deux effets directs de la mobilisation intégrale. Ils ne sont pas les seuls.

b) Les entreprises

Le problème du financement des entreprises change radicalement avec la mobilisation. Celle-ci supprime le risque de commercialisation et par là détruit la base du crédit commercial. Son taux ne pourrait plus être qu'une sorte de rente absolue, prélevée par le système financier. De même, la disparition du risque enlève toute justification au refus de prêter. Si, de plus, le prêteur se refinance auprès de la Banque Centrale, le taux levé n'est autre fonctionnellement qu'un prélèvement fiscal déguisé auquel s'ajoutera la marge de l'intermédiaire. Or, en l'absence d'un marché des capitaux (règle 2), la Banque Centrale est la seule source de liquidités. L'existence d'intermédiaires n'a donc guère de sens. Ceux-ci sont transformés de facto en agences de la Banque Centrale distribuant automatiquement du crédit. Tant que l'on est en garantie de vente, ce dernier ne peut être un instrument de contrôle économique (le fameux *contrôle par le rouble*). Le crédit à court terme voit son rôle réduit à celui d'une distribution de monnaie.

Quant à l'investissement, hors l'existence d'un marché des capitaux, son financement extérieur ne peut provenir que du système bancaire ou de l'Etat. Là encore, l'absence de risque pour l'entreprise et le nécessaire refinancement auprès de la Banque Centrale identifient crédits et subventions.

La mobilisation économique, quand elle est intégrale, conduit logiquement à une structure d'économie d'endettement⁶² dont l'aboutissement logique est la *monobanque* qui cumule les fonctions de Banque centrale et de banque de second rang. Celle-ci, devenue prêteur en dernier ressort, voit se concentrer sur elle toutes les tensions économiques. Or, les taux d'intérêt ne pouvant jouer leur rôle discriminant, elle n'a d'autre arme que la gestion de la quantité des crédits. La monobanque est ainsi prise dans une logique du *Tout ou Rien* qui limite très sérieusement son pouvoir. L'Economie Mobilisée a donc pour contrepartie financière cohérente ce que M. Aglietta et A. Orléan ont appelé le *système centralisé*.⁶³

Pour l'entreprise, on peut caractériser, d'après Kornai, cette situation de *contrainte financière douce*.⁶⁴ Cependant, cette notion doit être précisée.

Il faut distinguer une contrainte douce *ex ante* d'une *ex post*. La première implique que la direction de l'entreprise connaisse d'emblée auprès de qui, dans quelles conditions et en quelles quantités elle pourra se procurer la monnaie dont elle a besoin. Cela signifie que les décisions sont prises en matières et que l'on procède ultérieurement aux ajustements en monnaie. Celle-ci peut être alors à bon droit réputée passive.

Dire qu'il y a contrainte douce *ex post* revient à supposer que la direction de l'entreprise doit prendre des décisions sur ses prix, ses demandes de crédit

62. Ou «overdraft economy». Voir J. HICKS, *The Crisis in Keynesian Economics*, Oxford, Basil Blackwell, 1974.

63. M. AGLIETTA et A. ORLÉAN, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982, pp. 62-87.

64. J. KORNAI, «Resource-constrained versus demand constrained systems», in *Econometrica*, vol. 47, N° 4, juillet 1979, et *idem*, «Hard and Soft Budget constraint», in *Acta Oeconomica*, vol. XXV, N° 3-4, 1980.

et de subventions, voire retarder ses paiements (y compris ceux des salaires) pour obtenir la monnaie dont elle a besoin. Même si elle sait qu'au bout du compte le problème sera réglé, elle ne connaît pas initialement les contraintes, les conditions et les arbitrages qui seront nécessaires. Dans ce cas, la monnaie doit être réputée active, même si le degré de contrainte budgétaire est, à l'évidence, très faible.

Les travaux de T. Bauer sur l'investissement⁶⁵ ainsi que la montée régulière d'une insolvabilité (ou d'un endettement) dans l'économie soviétique⁶⁶ sont de puissants arguments en faveur de l'hypothèse *ex post*.

La mobilisation intégrale donne donc naissance à des formes financières et monétaires spécifiques. On y retrouve une très grande parenté avec celles des économies de guerre.⁶⁷ Si l'on suit M. Aglietta et A. Orléan dans leur analyse du système homogène, on voit que la monnaie cesse naturellement d'être un vecteur des transferts de propriété en Economie Mobilisée. Cette structure formalise la tendance centralisatrice et médiatise fortement la violence sociale; la crise s'y exprime non par la pénurie mais l'excès des liquidités. Son débouché naturel est l'hyperinflation.

L'Economie Mobilisée conduit, via les effets et conséquences en chaîne de la garantie de vente, à une transformation profonde des formes de manifestation des contradictions d'une économie marchande et salariale. Elle est particulièrement significative dans le renversement de la concurrence qui s'exerce désormais sur les approvisionnements et non l'écoulement de la production (*concurrence amont*), le déséquilibre structurel du schéma d'accumulation, et la généralisation de pénuries (de biens et de main d'oeuvre), à laquelle s'oppose l'excès de liquidités.

Ces formes se focalisent autour du *régime pénurique*, dont on a vu qu'il pouvait avoir deux états bien différents, du *problème du contrôle* en l'absence d'indicateurs économiques objectifs et en raison de l'affaiblissement des droits de propriété et de la contrainte économique sur les salariés, et enfin de la *tendance inflationniste structurelle* issue des mutations du système financier.

La survie historique des Economies Mobilisées démontre l'existence de procédures de gestion de ces contradictions, constituant des ensembles plus ou moins cohérents qui déterminent des modes de régulation particuliers.

65. T. BAUER, «Investment Cycles in Planned Economies», in *Acta Oeconomica*, vol. XXI, N° 3, 1978.

66. Sur l'insolvabilité des entreprises soviétiques dans les années cinquante, voir J. SAPIR, *Rythmes d'accumulation et modes de régulation de l'économie soviétique*. Thèse pour le doctorat ès Sciences Economiques, Paris X-Nanterre, 1986, 3 vol., vol. 2, p. 838.

67. A. ORLÉAN, *L'histoire monétaire de l'Allemagne: un essai d'analyse historique*, Thèse pour le doctorat d'Etat ès Sciences Economiques, Paris I, 1980, et M. AGLIETTA et A. ORLÉAN, *La violence...*, *op. cit.*